



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 6 décembre 2001

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Permis de bâtir, octobre 2001** 2
 La valeur des permis de bâtir délivrés par les municipalités a augmenté de 1,0 % en octobre, les intentions de construction de logements unifamiliaux ayant atteint un niveau qui n'a été dépassé qu'une seule fois au cours de la dernière décennie. Les constructeurs ont pris pour 3,3 milliards de dollars de permis.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice de l'offre d'emploi, novembre 2001	6
Ventes intérieures de produits pétroliers raffinés, octobre 2001	6
Acier en formes primaires, semaine se terminant le 1er décembre 2001	7
Prix des produits agricoles, octobre 2001	7
Ampoules électriques et tubes, octobre 2001	7
Détermination de la peine dans les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes, 1999-2000	8
Différences de productivité entre les provinces, 1996-1997	8

NOUVEAUX PRODUITS

10



COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

Permis de bâtir

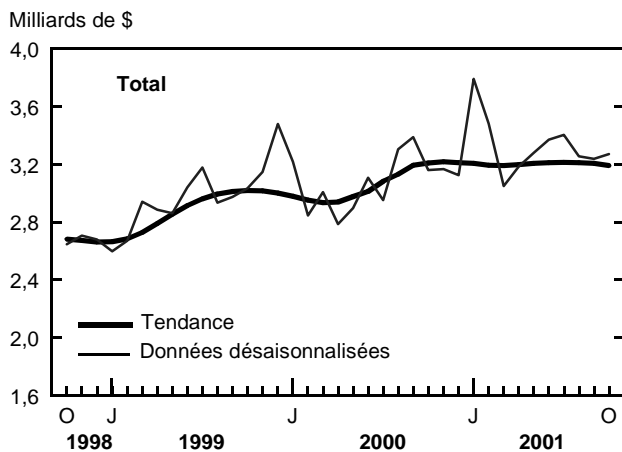
Octobre 2001

La valeur des permis de bâtir délivrés par les municipalités a augmenté de 1,0 % en octobre, les intentions de construction de logements unifamiliaux ayant atteint un niveau qui n'a été dépassé qu'une seule fois au cours de la dernière décennie. Les constructeurs ont pris pour 3,3 milliards de dollars de permis.

La valeur des permis de construction résidentielle a crû de 1,7 % et a atteint 1,9 milliard de dollars. L'accroissement du niveau d'intentions de construction de logements unifamiliaux et multifamiliaux a signifié une troisième augmentation mensuelle consécutive pour le secteur résidentiel.

Dans le secteur non résidentiel, la valeur totale des permis a été de 1,4 milliard de dollars, soit à peu près la même qu'en septembre, une hausse de la valeur des permis de construction commerciale ayant été effacée par des baisses dans les composantes industrielle et institutionnelle.

La valeur totale des permis a légèrement augmenté



De janvier à octobre, les municipalités ont délivré pour 33,3 milliards de dollars de permis de bâtir, en hausse de 8,7 % par rapport à la même période en 2000. Cela représente le plus haut niveau pour les dix premiers mois d'une année depuis 1989. Cet excellent résultat est attribuable à des augmentations dans les secteurs résidentiel et non résidentiel.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête mensuelle sur les permis de construction et de démolition vise 2 500 municipalités représentant 94 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les collectivités représentant l'autre 6 % de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

Parmi les régions métropolitaines, Montréal a largement dominé au chapitre de la croissance (en dollars) de la valeur cumulative des permis de construction. Plus de la moitié de l'accroissement de la valeur des permis de construction non résidentielle à l'échelle nationale revient à la région de Montréal. Les intentions soutenues de construction de logements multifamiliaux ont valu à Vancouver la deuxième augmentation en importance parmi les régions métropolitaines.

Vigoureuses intentions de construction de logements unifamiliaux

La valeur des permis de construction de logements unifamiliaux a progressé de 2,0 % et a atteint 1,4 milliard de dollars en octobre. Depuis mars 1990, il s'agit du deuxième niveau en importance pour les intentions de construction de logements unifamiliaux. Au cours de cette période, seul le résultat de janvier 2001 a été plus élevé.

Par ailleurs, la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux, qui a crû de 1,2 % en octobre pour atteindre 503 millions de dollars, a aussi contribué à faire augmenter l'ensemble du secteur résidentiel.

Des taux hypothécaires avantageux et leur effet positif sur l'abordabilité du logement ainsi que le resserrement des taux d'inoccupation des appartements locatifs sont des facteurs qui expliquent les excellents résultats du secteur résidentiel depuis le début de 2001.

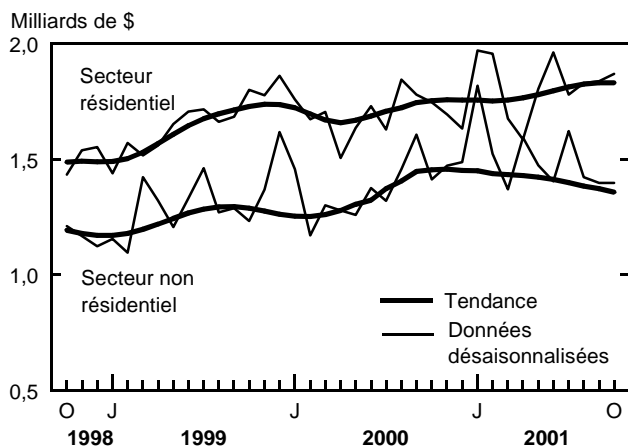
La majeure partie de la progression qu'affichait le secteur résidentiel provenait de la Colombie-Britannique (+28,4 %, valeur totale de 295 millions de dollars), où

la valeur des permis de construction résidentielle a atteint en octobre son niveau le plus élevé depuis septembre 1997. Le Québec a aussi affiché une hausse appréciable de la valeur des permis de construction résidentielle (+5,6 %, valeur totale de 317 millions de dollars). Le repli le plus marqué a été observé en Alberta (-10,9 %, valeur totale de 275 millions de dollars), après trois mois de hausse.

Depuis le début de 2001, la valeur des permis de construction résidentielle a atteint 18,3 milliards de dollars, en hausse de 7,4 % par rapport aux dix premiers mois de 2000, grâce aux contributions des logements unifamiliaux et multifamiliaux.

À l'échelon provincial, les meilleures progressions (en dollars) de la valeur cumulative des permis ont été réalisées en Colombie-Britannique (+19,7 %, valeur totale de 2,4 milliards de dollars) et au Québec (+13,3 %, valeur totale de 3,0 milliards de dollars). La Nouvelle-Écosse a accusé le plus net recul (-15,0 %, valeur totale de 370 millions de dollars).

La valeur des permis de construction résidentielle s'est accrue pour un troisième mois consécutif



Le secteur non résidentiel demeure stable

Après deux reculs mensuels consécutifs, les constructeurs ont pris pour 1,4 milliard de dollars de permis de construction non résidentielle en octobre, soit essentiellement la même valeur qu'en septembre.

Plusieurs indicateurs aident à expliquer la tendance à la baisse continue dans le secteur non résidentiel. Selon l'Enquête sur les perspectives du monde des affaires de Statistique Canada, seulement 8 % des fabricants demeureraient positifs au sujet des perspectives de croissance de la production au quatrième trimestre de 2001, ce qui constitue un

creux jamais vu. De même, l'Indice de confiance des entreprises du Conference Board s'est effondré au troisième trimestre.

La croissance des taux d'inoccupation des immeubles à bureaux ainsi que la diminution des ventes au détail pourraient, par ailleurs, se répercuter négativement sur la construction non résidentielle.

La valeur des permis de construction commerciale a monté de 4,9 % et a atteint 616 millions de dollars, essentiellement grâce au raffermissement de la demande de permis de construction d'immeubles à bureaux. Malgré cette hausse, le niveau d'octobre demeurait 17,1 % inférieur au niveau mensuel moyen de 2000.

Dans le secteur industriel, une solide progression de la valeur des permis de construction d'usines de fabrication a été facilement effacée par un recul très marqué de la construction de bâtiments dans la catégorie des transports. Ainsi, les municipalités ont délivré l'équivalent de 333 millions de dollars de permis de construction industrielle en octobre, en baisse de 1,7 %.

Après les excellents résultats de septembre, les intentions de construction dans le secteur institutionnel sont tombées de 4,7 %, se chiffrant à 450 millions de dollars, dans la foulée d'un ralentissement de la valeur des permis de construction de bâtiments dans la catégorie de l'éducation.

À l'échelon provincial, une forte augmentation de la composante institutionnelle a valu à l'Ontario la plus forte hausse (en dollars) dans le secteur non résidentiel (+17,2 %, valeur totale de 610 millions de dollars). La Colombie-Britannique a affiché le recul le plus important (-30,5 %, valeur totale de 147 millions de dollars). Le net recul de la catégorie institutionnelle a ramené les intentions de construction non résidentielle en Colombie-Britannique à leur plus bas niveau mensuel en 11 mois.

Depuis le début de l'année, la valeur des permis de construction non résidentielle a totalisé 15,0 milliards de dollars, en hausse de 10,2 % par rapport à la même période de dix mois en 2000. Il s'agit du meilleur résultat atteint parmi toutes les périodes de janvier à octobre depuis 1989. La majeure partie de l'augmentation du chiffre cumulé provenait d'une forte poussée de 35,3 % des intentions de construction institutionnelle. Il y a aussi eu une contribution moindre de la composante commerciale (+6,0 %), tandis que la valeur cumulative des permis de construction industrielle a fléchi de 3,5 % par rapport à la même période en 2000.

Sous la poussée d'une croissance exceptionnelle dans la région de Montréal, la plus forte hausse de la valeur des permis de construction non résidentielle (en dollars) parmi les provinces a été observée au Québec (+33,4 %, valeur totale de 3,4 milliards de dollars).

L'Ontario venait au deuxième rang, loin derrière (+5,6 %, valeur totale de 6,1 milliards de dollars), ayant pu compter sur des hausses considérables dans la catégorie institutionnelle. Les plus nets replis ont été enregistrés en Nouvelle-Écosse (-33,8 %) et au Manitoba (-25,0 %).

Valeur des permis de bâtir

Régions métropolitaines de recensement	Sept. 2001 ^r	Oct. 2001 ^p	Sept. à oct. 2001	Janv. à oct. 2000	Janv. à oct. 2001	Janv.-oct. 2000 à janv.-oct. 2001
	données désaisonnalisées					
	millions de \$		var. en %	millions de \$		var. en %
St. John's	9,9	13,5	37,0	144,6	151,0	4,4
Halifax	22,6	13,0	-42,4	437,2	269,2	-38,4
Saint John Chicoutimi-	5,0	7,9	59,0	83,1	69,0	-17,0
Jonquière	27,5	4,5	-83,7	110,8	152,9	38,0
Québec	56,3	58,4	3,7	459,1	571,6	24,5
Sherbrooke	17,0	8,7	-48,8	112,3	117,9	5,0
Trois-Rivières	7,9	7,3	-8,4	97,1	93,6	-3,7
Montréal	276,6	383,7	38,7	2 616,3	3 571,1	36,5
Hull	28,3	14,5	-48,9	212,9	307,0	44,2
Ottawa	93,1	127,8	37,3	1 214,1	1 212,8	-0,1
Oshawa	34,3	71,4	108,1	568,8	481,9	-15,3
Toronto	631,4	678,7	7,5	6 941,0	7 056,0	1,7
Hamilton	57,7	61,0	5,7	623,5	710,5	14,0
St. Catharines-						
Niagara	60,3	31,9	-47,1	398,4	347,9	-12,7
Kitchener	100,2	85,1	-15,1	633,1	812,7	28,4
London	45,7	51,3	12,1	379,4	577,2	52,1
Windsor	48,1	43,9	-8,7	461,3	464,1	0,6
Sudbury	6,3	13,3	110,6	69,0	69,3	0,4
Thunder Bay	5,0	9,3	86,8	82,9	89,1	7,5
Winnipeg	19,6	35,1	79,1	445,0	354,7	-20,3
Regina	23,6	10,9	-53,8	124,7	183,3	47,0
Saskatoon	21,9	25,5	16,7	221,0	222,9	0,9
Calgary	144,7	171,1	18,2	1 948,1	1 810,7	-7,1
Edmonton	184,1	119,1	-35,3	1 018,8	1 158,9	13,7
Vancouver	212,8	256,4	20,5	2 272,1	2 599,0	14,4
Victoria	50,9	37,0	-27,3	239,1	312,9	30,8

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Données stockées dans CANSIM: tableaux 260001 à 260008, 260010 et 260011.

Le numéro d'octobre 2001 de *Permis de bâtir* (64-001-XIF, 14 \$ / 145 \$) paraîtra bientôt. Voir *Pour commander les produits*.

Le communiqué sur les permis de bâtir de novembre 2001 paraîtra le 10 janvier 2002.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec Vere Clarke au (613) 951-6556 (clarver@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au (613) 951-2025 (saineti@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.

□

Valeur des permis de bâtir

	Septembre 2001 ^r	Octobre 2001 ^p	Septembre à octobre 2001	Janvier à octobre 2000	Janvier à octobre 2001	Janvier-octobre 2000 à janvier-octobre 2001
données désaisonnalisées						
	millions de \$		var. en %	millions de \$		var. en %
Canada	3 237,0	3 269,8	1,0	30 660,3	33 312,7	8,7
Résidentiel	1 839,0	1 871,1	1,7	17 014,6	18 280,3	7,4
Non résidentiel	1 398,0	1 398,8	0,1	13 645,8	15 032,4	10,2
Terre-Neuve	21,5	22,6	5,2	235,6	251,5	6,8
Résidentiel	12,2	16,7	37,2	142,1	143,8	1,2
Non résidentiel	9,3	5,9	-36,8	93,4	107,7	15,2
Île-du-Prince-Édouard	27,9	15,3	-45,1	85,1	183,4	115,6
Résidentiel	5,0	6,1	22,4	45,7	51,2	11,9
Non résidentiel	22,9	9,2	-59,6	39,4	132,2	235,9
Nouvelle-Écosse	58,4	44,5	-23,8	767,5	589,7	-23,2
Résidentiel	38,4	29,8	-22,3	435,2	369,8	-15,0
Non résidentiel	20,0	14,7	-26,5	332,3	219,9	-33,8
Nouveau-Brunswick	50,6	50,8	0,4	410,9	456,9	11,2
Résidentiel	27,4	22,9	-16,5	222,3	229,4	3,2
Non résidentiel	23,2	27,9	20,3	188,6	227,5	20,6
Québec	591,9	636,9	7,6	5 155,4	6 348,4	23,1
Résidentiel	300,6	317,3	5,6	2 631,3	2 981,8	13,3
Non résidentiel	291,3	319,6	9,7	2 524,1	3 366,6	33,4
Ontario	1 382,0	1 461,8	5,8	14 368,7	14 993,4	4,3
Résidentiel	861,3	851,4	-1,1	8 590,0	8 889,2	3,5
Non résidentiel	520,7	610,5	17,2	5 778,7	6 104,2	5,6
Manitoba	50,1	66,7	33,2	736,1	615,9	-16,3
Résidentiel	23,6	33,3	41,5	294,7	284,6	-3,4
Non résidentiel	26,5	33,4	25,8	441,4	331,3	-25,0
Saskatchewan	68,0	55,3	-18,8	548,1	622,0	13,5
Résidentiel	24,4	16,3	-33,2	216,6	191,8	-11,5
Non résidentiel	43,6	39,0	-10,7	331,5	430,2	29,8
Alberta	530,0	459,5	-13,3	4 446,2	4 770,6	7,3
Résidentiel	308,7	275,1	-10,9	2 403,5	2 710,5	12,8
Non résidentiel	221,2	184,5	-16,6	2 042,6	2 060,1	0,9
Colombie-Britannique	440,4	441,4	0,2	3 785,5	4 355,5	15,1
Résidentiel	229,5	294,8	28,4	1 986,1	2 377,1	19,7
Non résidentiel	210,9	146,6	-30,5	1 799,4	1 978,4	9,9
Yukon	2,7	1,6	-40,2	51,9	47,8	-8,0
Résidentiel	1,4	0,9	-38,6	12,7	16,5	30,0
Non résidentiel	1,3	0,8	-41,9	39,2	31,3	-20,3
Territoires du Nord-Ouest	12,4	12,2	-1,2	22,2	58,2	161,6
Résidentiel	5,4	6,0	10,3	10,4	21,5	107,2
Non résidentiel	6,9	6,2	-10,2	11,9	36,7	209,0
Nunavut	1,3	1,2	-8,1	47,2	19,5	-58,7
Résidentiel	1,2	0,5	-58,7	24,0	13,1	-45,4
Non résidentiel	0,1	0,7	1 127,8	23,2	6,4	-72,4

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice de l'offre d'emploi

Novembre 2001

En novembre, l'Indice de l'offre d'emploi (1996=100) a diminué de 5,0 % comparativement à octobre pour atteindre 133. Il s'agit de la septième diminution mensuelle consécutive. Neuf des dix indices provinciaux ont fléchi, l'Île-du-Prince-Édouard (-6,7 %), la Colombie-Britannique (-6,3 %) et la Nouvelle-Écosse (-5,3 %) ayant enregistré les plus importantes diminutions.

L'indice national était inférieur de 24,4 % à celui enregistré en novembre 2000. Il s'agit de la plus forte diminution annuelle enregistrée au cours des dernières années.

Indice de l'offre d'emploi

(1996=100)

	Nov. 2000	Oct. 2001	Nov. 2001	Oct. à nov. 2001	Nov. à nov. 2000
	données désaisonnalisées et lissées			var.	en %
Canada	176	140	133	-5,0	-24,4
Terre-Neuve	202	196	191	-2,6	-5,4
Île-du-Prince-Édouard	244	224	209	-6,7	-14,3
Nouvelle-Écosse	163	150	142	-5,3	-12,9
Nouveau-Brunswick	186	158	158	0,0	-15,1
Québec	167	134	129	-3,7	-22,8
Ontario	193	146	139	-4,8	-28,0
Manitoba	174	165	162	-1,8	-6,9
Saskatchewan	139	145	144	-0,7	3,6
Alberta	176	164	157	-4,3	-10,8
Colombie-Britannique	145	112	105	-6,3	-27,6

Données stockées dans CANSIM: tableau 2770002.

Nota: L'Indice de l'offre d'emploi est basé sur le nombre d'annonces publiées dans 22 journaux de 20 régions métropolitaines. L'indice est considéré comme un indicateur de la demande de travail mesurant les intentions des employeurs d'embaucher de nouveaux travailleurs. L'indice est désaisonnalisé et lissé pour faciliter la comparaison mensuelle.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-4090 ou composez sans frais le 1 866 873-8788 (*travail@statcan.ca*). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Gilles Groleau au (613) 951-4091 ou avec Jean Leduc au (613) 951-4061, Division de la statistique du travail. ■

Ventes intérieures de produits pétroliers raffinés

Octobre 2001 (données provisoires)

En octobre, les ventes de produits pétroliers raffinés ont atteint 7 977 100 mètres cubes, en baisse de 3,9 % comparativement à octobre 2000. Les ventes ont fléchi dans cinq des sept groupes principaux de produits. La plus importante baisse provient des ventes de charges pétrochimiques (-190 900 mètres cubes ou -45,5 %).

Les ventes d'essence à moteur se sont accrues (+97 100 mètres cubes ou +3,0 %) par rapport à octobre 2000. Les ventes d'essence de la catégorie ordinaire sans plomb ont progressé de 2,6 %, et les ventes d'essence de la catégorie super ont crû de 10,2 %, tandis que les ventes de la catégorie intermédiaire ont chuté de 6,5 %, poursuivant ainsi leur tendance à la baisse.

Ventes des produits pétroliers raffinés

	Oct. 2000 ^r	Oct. 2001 ^p	Oct. 2000 à oct. 2001
	milliers de mètres cubes		var. en %
Total, tous les produits	8 298,9	7 977,1	-3,9
Essence à moteur	3 232,1	3 329,2	3,0
Carburant diesel	2 109,9	2 041,9	-3,2
Mazouts légers	391,5	342,3	-12,6
Mazouts lourds	814,4	734,7	-9,8
Carburéacteurs pour turboréacteurs	479,1	417,5	-12,9
Charges pétrochimiques ¹	419,6	228,7	-45,5
Tous les autres produits raffinés	852,3	882,6	3,6

	Janv. à oct. 2000 ^r	Janv. à oct. 2001 ^p	Janv.-oct. 2000 à janv.-oct. 2001
Total, tous les produits	78 056,2	78 649,3	0,8
Essence à moteur	31 935,7	32 401,3	1,5
Carburant diesel	19 574,8	19 143,8	-2,2
Mazouts légers	3 797,2	3 880,6	2,2
Mazouts lourds	5 809,5	6 985,4	20,2
Carburéacteurs pour turboréacteurs	5 245,6	4 939,1	-5,8
Charges pétrochimiques ¹	3 795,5	3 467,2	-8,7
Tous les autres produits raffinés	7 897,9	7 831,8	-0,8

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

¹ Matériel produit par les raffineries et utilisé par l'industrie pétrochimique dans la fabrication des produits chimiques, du caoutchouc synthétique et d'une variété de plastiques.

Les ventes de carburéacteurs ont diminué de 61 600 mètres cubes (-12,9 %) par rapport à octobre 2000. Cela fait suite à une diminution des ventes de 209 800 mètres cubes en septembre, soit une baisse de 32,2 % par rapport à septembre 2000. Les ventes cumulatives de carburéacteurs ont aussi reculé de 306 500 mètres cubes (-5,8 %).

Les ventes cumulatives de produits pétroliers raffinés de janvier à octobre ont augmenté de 593 100 mètres cubes ou de 0,8 % par rapport à la même période en 2000. Les ventes ont progressé dans trois des sept groupes principaux de produits. Les plus importantes hausses proviennent des mazouts lourds (+1 175 900 mètres cubes ou +20,2 %), de l'essence à moteur (+465 600 mètres cubes ou +1,5 %) et des mazouts légers (+83 400 mètres cubes ou +2,2 %).

Données stockées dans CANSIM: tableau 1340004.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (energ@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Gérard Desjardins au (613) 951-4368 (desjger@statcan.ca) ou avec Eleonore Harding au (613) 951-5708 (hardele@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Acier en formes primaires

Semaine se terminant le 1^{er} décembre 2001 (données provisoires)

La production d'acier en formes primaires pour la semaine se terminant le 1^{er} décembre a atteint 284 254 tonnes métriques, soit 1,0 % de moins que la production de 287 228 tonnes de la semaine précédente et 5,5 % de moins que la production de 300 955 tonnes de la semaine correspondante en 2000. Le total cumulatif au 1^{er} décembre était de 13 816 184 tonnes, en diminution de 10,5 % comparativement aux 15 434 490 tonnes produites durant la même période en 2000.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (manufact@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Nicole Boucher au (613) 951-4070

(nicole.boucher@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Prix des produits agricoles

Octobre 2001

Les prix qu'ont reçus les agriculteurs pour les céréales, les oléagineux, les cultures spéciales, les fruits, les légumes, les bovins, les porcs, la volaille, les oeufs et les produits laitiers en octobre sont maintenant disponibles.

En octobre, le prix des porcs en Ontario, qui s'est établi à 1,67 \$ le kilogramme, a diminué de 9 % par rapport à septembre. Il s'agit du prix le plus bas depuis février 2001, mois où il se situait à 1,57 \$ le kilogramme. Le prix de l'orge en Saskatchewan a atteint 124,96 \$ la tonne métrique en octobre, en hausse de 3 % par rapport à septembre. Il s'agit du niveau le plus élevé depuis juillet 1996.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Bernie Rosien au (613) 951-2441 (bernie.rosien@statcan.ca), Division de l'agriculture. Télécopieur: (613) 951-3868. ■

Ampoules électriques et tubes

Octobre 2001

En octobre, les fabricants ont vendu 25,2 millions d'ampoules électriques et de tubes, en baisse de 8,3 % par rapport aux 27,5 millions d'unités vendues en octobre 2000.

Le total cumulatif des ventes de janvier à octobre se chiffrait à 299,9 millions d'ampoules électriques et de tubes, en baisse de 2,1 % comparativement aux 306,4 millions d'unités vendues pendant la même période en 2000.

Le numéro d'octobre 2001 de *Lampes électriques, ampoules et tubes*, vol. 30, n° 10 (43-009-XIB, 5 \$ / 47 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (manufact@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Gregory Sannes au (613) 951-7205 (sanngre@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Détermination de la peine dans les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes

1999-2000

Les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes dans neuf secteurs de compétence ont entendu au total 378 600 causes pendant l'exercice 1999-2000, dont environ 61 %, ou 228 200, ont abouti à une condamnation selon un nouveau *Juristat* publié par le Centre canadien de la statistique juridique.

Environ sept causes sur dix comportaient une condamnation pour une seule infraction et les autres, des condamnations multiples.

Les juges ont imposé une peine d'emprisonnement dans 27 % des causes à condamnation unique, la durée moyenne de la peine dans ces causes s'établissant à 94 jours. Dans le cas des causes à condamnations multiples, ils ont infligé une peine d'emprisonnement dans 53 % des causes. La durée moyenne de la peine, 175 jours, était près du double de celle des causes à condamnation unique.

Les juges ont imposé une peine de probation dans 40 % des causes à condamnation unique, la durée moyenne de la peine étant de plus d'un an (434 jours). Une peine de probation a été infligée dans la moitié (49 %) des causes à condamnations multiples, et la durée moyenne était sensiblement plus longue (556 jours).

La peine la plus souvent imposée a été une amende, soit près de la moitié (45 %) des causes à condamnation unique. Le montant moyen de l'amende était d'environ 600 \$. Une amende a été imposée moins souvent dans les causes à condamnations multiples.

Le nombre et la nature des condamnations dans une cause influent tous deux sur les types de peines imposées. Toutefois, cette analyse porte avant tout sur les causes à condamnation unique, car c'est seulement dans ce type de cause que la peine peut être directement reliée à l'infraction particulière commise.

Les hommes représentaient la vaste majorité des accusés (84 %) reconnus coupables d'une seule infraction dans les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes, alors que 13 % des causes impliquaient des femmes. Moins de 1 % impliquaient des entreprises, et le reste, environ 3 %, étaient des causes à condamnation unique pour lesquelles le sexe de l'accusé n'était pas connu.

Dans l'ensemble, 29 % des causes à condamnation unique impliquant des hommes ont abouti à une période d'incarcération en 1999-2000, comparativement à 19 % pour les femmes.

Dans ce *Juristat*, on compare également les peines imposées aux adultes et aux adolescents pour

les infractions les plus courantes. En 1999-2000, les adultes étaient plus susceptibles que les jeunes contrevenants de se voir imposer une période de détention pour certaines des infractions les plus courantes, mais leur peine était souvent de moins longue durée.

Dans les causes de voies de fait à accusation unique ayant abouti à une condamnation, où les taux des peines étaient presque identiques, 57 % des adolescents ont été placés sous garde pour une période de plus d'un mois, alors que seulement 41 % des adultes se sont vu infliger cette peine d'emprisonnement plus longue. De même, dans les causes à accusation unique de dommages contre les biens et de méfait, 55 % des jeunes délinquants ont été placés sous garde pour plus d'un mois, comparativement à 30 % des adultes.

Nota: Les données relatives aux statistiques sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes de 1999-2000 ont été diffusées à l'origine dans *Le Quotidien* du 16 mai. Ce *Juristat* présente une analyse plus détaillée.

La publication *Juristat: La détermination de la peine dans les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes, 1999-2000*, vol. 21, n° 10 (85-002-XIF, 8 \$ / 70 \$; 85-002-XPF, 10 \$ / 93 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-9023 ou composez sans frais le 1 800 387-2231, Centre canadien de la statistique juridique. ■

Différences de productivité entre les provinces

1996-1997

À la fin des années 1990, l'Alberta a été en tête du secteur des entreprises pour ce qui est de la productivité, selon une étude récente qui examine les différences de productivité du travail d'une province à l'autre. Le document de recherche *Différences de productivité entre les provinces* offert aujourd'hui est une version plus élaborée d'un article publié dans le numéro d'août 2001 de *L'Observateur économique canadien* (11-010-XPB).

On constate notamment que l'Alberta a été en tête de toutes les provinces, ayant eu un produit intérieur brut (PIB) moyen par emploi de 66 000 \$, suivie de l'Ontario, qui a connu un retard de 10 000 \$. La Saskatchewan, le Québec et la Colombie-Britannique venaient après l'Ontario, ayant enregistré un produit

intérieur brut par emploi variant entre 2 000 \$ et 5 000 \$. Le Manitoba et les provinces de l'Atlantique ont affiché une productivité moyenne qui représentait seulement les deux tiers de celle de l'Alberta. L'étude révèle que ces différences s'expliquent soit par les différences de composition industrielle entre les provinces, soit par les différences «réelles» de productivité du travail entre les secteurs.

Le document de recherche de la Division des études analytiques *Différences de productivité entre les provinces*, n° 180 (11F0019MIF01180, gratuit) est

maintenant accessible dans le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca), sous *Nos produits et services, Documents de recherche gratuits*, puis *Conditions sociales*. Pour commander la version papier (11F0019MPF, n° 180, 5 \$ / 25 \$), communiquez avec Louise Laurin au (613) 951-4676.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec David Sabourin au (613) 951-3735, Division de l'analyse micro-économique. ■

NOUVEAUX PRODUITS

Différences de productivité entre les provinces
Numéro au catalogue: 11F0019MIF01180
(gratuit).

Différences de productivité entre les provinces,
n° 180
Numéro au catalogue: 11F0019MPF (5\$/25\$).

Lampes électriques, ampoules et tubes,
octobre 2001, vol. 30, n° 10
Numéro au catalogue: 43-009-XIB (5\$/47\$).

Statistiques de l'énergie électrique, septembre 2001,
vol. 69, n° 9
Numéro au catalogue: 57-001-XIB (9\$/85\$).

Information - population active, pour la semaine se
terminant le 10 novembre 2001
Numéro au catalogue: 71-001-PIB (8\$/78\$).
Paraît à 7 h le vendredi 7 décembre.

Information - population active, pour la semaine se
terminant le 10 novembre 2001
Numéro au catalogue: 71-001-PPB (11\$/103\$).
Paraît à 7 h le vendredi 7 décembre.

**Juristat, La détermination de la peine dans les
tribunaux de juridiction criminelle pour adultes,**
1999-2000, vol. 21, n° 10
Numéro au catalogue: 85-002-XIF (8\$/70\$).

**Juristat, La détermination de la peine dans les
tribunaux de juridiction criminelle pour adultes,**
1999-2000, vol. 21, n° 10
Numéro au catalogue: 85-002-XPF (10\$/93\$).

**Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent
pas les taxes de vente. Des frais de livraison
supplémentaires s'appliquent aux envois à
l'extérieur du Canada.**

Les numéros au catalogue se terminant par: -XIB ou
-XIF représentent la version électronique en vente sur
Internet, -XMB ou -XMF, la version micro-fiche, -XPB ou
-XPF, la version papier, -XDB, la version électronique
sur disquette et -XCB, la version électronique sur
CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander les produits par téléphone:

Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez:	1 800 267-6677
Pour les autres pays, composez:	1 613 951-7277
Pour envoyer votre commande par télécopieur:	1 877 287-4369
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte:	1 800 700-1033

Pour commander par la poste, écrivez à: Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6.
Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS
et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet: écrivez à order@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web
de Statistique Canada (www.statcan.ca) sous les rubriques *Produits et services* et *Publications payantes* (\$).

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Le Quotidien
Statistique Canada

Langue: français
Date: 6 décembre 2001

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport aérien, 1998**
Résumé de plus de 300 pages sur le transport aérien, les données et les faits en matière de sécurité, de réglementation, de coûts et de performance, de planification des services et de services aux clients, de réglementation des tarifs et de services aux clients.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996**
À l'issue de la révision des données et des emplois, le tableau de la productivité des entreprises canadiennes de 1996 (CPI 3-4-96) est maintenant disponible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- **Indice de l'offre d'emploi, mai 2001** 40
- **Emplois et les entreprises à court terme** 40
- **État de l'emploi par secteur, septembre 2001 et le 31 mai 1997** 41
- **Productivité, 1997** 41

NOUVELLES PARUTIONS 42

Statistique Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001F.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Rédactrice: Julie Bélanger (613) 951-1187, julie.belanger@statcan.ca

Chef de la Diffusion officielle: Madeleine Simard (613) 951-1088, madeleine.simard@statcan.ca

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2001. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.